

Office national
de l'énergie



National Energy
Board

Prix du **gaz naturel**

dans les **Maritimes**

gaz

gaz

gaz

gaz

Office national
de l'énergie



National Energy
Board

Prix du **gaz naturel**

gaz *dans les* **M**aritimes
gaz
gaz
gaz

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par l'Office national de l'énergie 2004

N° de cat. NE23-113/2004F
ISBN 0-662-76249-5

Ce rapport est publié séparément dans les deux langues officielles.

Demandes d'exemplaires :

Bureau des publications
Office national de l'énergie
444, Septième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2P 0X8
Courrier électronique : publications@neb-one.gc.ca
Télécopieur : (403) 292-5576
Téléphone : (403) 299-3562
1-800-899-1265
Internet : www.neb-one.gc.ca

Des exemplaires sont également disponibles à la bibliothèque de l'Office :
Rez-de-chaussée

Imprimé au Canada



© Her Majesty the Queen in Right of Canada as represented by the National Energy Board 2004

Cat. No. NE23-113/2004E
ISBN 0-662-36471-6

This report is published separately in both official languages.

Copies are available on request from:

The Publications Office
National Energy Board
444 Seventh Avenue S.W.
Calgary, Alberta, T2P 0X8
E-Mail: publications@neb-one.gc.ca
Fax: (403) 292-5576
Phone: (403) 299-3562
1-800-899-1265
Internet: www.neb-one.gc.ca

For pick-up at the NEB office:
Library
Ground Floor

Printed in Canada

Introduction	iii
Résumé des constatations	iii
Chapitre 1 : Objectifs du rapport	1
Chapitre 2 : Contexte	2
Chapitre 3 : Résultats de l'enquête	4
Chapitre 4 : Observations et analyse des résultats	7

FIGURES

2.1	Réseau pipelinier de M&NP dans les provinces Maritimes du Canada	2
3.1	Plage des prix du gaz naturel au Canada et à l'exportation	5
4.1	Production et consommation de gaz naturel par mois	7
4.2	Gaz acheté et consommé au Canada par mois	8
4.3	Acheteurs limités dans le marché intérieur	8
4.4	Comparaison entre les prix du gaz naturel dans les Maritimes et les prix à l'exportation	9
4.5	Prix du gaz naturel à court terme dans les Maritimes	10
4.6	Comparaison des prix du gaz naturel dans la région	11

TABLEAUX

3.1	Comparaison entre les prix moyens du gaz naturel à l'exportation et ceux pratiqués au Canada	5
-----	--	---

ANNEXES

1.	Méthode d'analyse comparative des prix	13
----	--	----

INTRODUCTION

Depuis 2002, l'Office national de l'énergie a rehaussé sa surveillance du marché du gaz naturel en émergence dans les Maritimes. Il a d'abord publié un rapport en juin 2003 sur l'état du marché ayant pour titre *Le marché du gaz naturel des Maritimes : vue d'ensemble et évaluation*. Il a également commencé à publier les prix mensuels à l'exportation au poste de St. Stephen, puis il a entrepris de fournir de l'information supplémentaire sur le prix de gros du gaz.

Après avoir consulté les principaux intervenants et reçu leurs commentaires, l'Office a amorcé une enquête sur les prix de gros du gaz naturel payés par les acheteurs canadiens des Maritimes pour la période comprise entre novembre 2002 et octobre 2003. Les résultats et l'analyse de l'enquête forment l'essentiel du présent rapport, qui vise à mieux cerner les facteurs du marché susceptibles d'influer sur les prix de gros du gaz naturel dans les Maritimes.

RÉSUMÉ DES CONSTATATIONS

- La comparaison des prix du marché canadien avec les prix des marchés d'exportation fait ressortir un lien très étroit et une constance des prix entre ces marchés. L'analyse révèle que, traditionnellement, les acheteurs canadiens ont eu accès au gaz à des prix semblables à ceux du marché d'exportation au poste de St. Stephen, au Nouveau-Brunswick.
- Le faible nombre de participants et de transactions sur le marché intérieur fait en sorte qu'une poignée d'acheteurs, quand ce n'est pas un seul, peut avoir une influence importante sur les prix moyens de la région. La faible liquidité limite également la quantité d'information sur les prix et la transparence des prix dans ce marché. Actuellement, quatre acheteurs comptent pour plus de 90 % du gaz consommé et acheté sur le marché canadien.
- Les difficultés vont subsister, particulièrement chez les petits acheteurs. Sans une offre d'approvisionnements additionnels, ils devront acheter leur gaz auprès de fournisseurs qui ont la capacité de détourner en leur faveur une partie du gaz qu'ils vendent ou qu'ils consomment. Ces vendeurs, toutefois, hésiteront peut-être à s'engager outre mesure en termes de nouvelles ventes fermes; ils pourraient aussi chercher à obtenir des prix plus élevés pour couvrir le risque de devoir racheter les volumes correspondants en périodes de pénurie causée par les fluctuations de la production ou du débit du gazoduc.
- L'avènement de nouvelles sources d'approvisionnement ou l'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) dans la région aiderait à accroître le nombre d'acheteurs et de vendeurs et pourrait mener à l'émergence d'un marché du gaz naturel distinct et plus transparent dans les Maritimes. Le fait de pouvoir compter sur une offre d'approvisionnements additionnels permettrait peut-être aux acheteurs canadiens de profiter davantage de la proximité des sources d'approvisionnement de la région. Cependant, le gaz naturel continuera de subir la concurrence des combustibles traditionnels. À preuve : les consommateurs côté canadien utilisent beaucoup moins de gaz que les volumes visés par leurs contrats d'achat.

-
- Tout en reconnaissant que certains acheteurs de gaz naturel continueront de faire face à des défis de taille dans ce marché, l'Office demeure convaincu que le marché du gaz naturel des Maritimes continuera de fonctionner aussi bien que l'on pourrait s'y attendre, étant donné son stade de développement. L'Office continuera d'en surveiller l'activité et les prix et il n'exclut pas de faire d'autres enquêtes de même type sur les prix.

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport et l'enquête sur les prix du gaz naturel dans les Maritimes visent à fournir :

- i) des informations sur les prix qu'il serait peut-être difficile d'obtenir autrement dans ce marché en développement;
- ii) une analyse comparative des prix au Canada et des prix à l'exportation afin d'évaluer les prix et l'accès au gaz naturel sur le marché canadien.

Le rapport tend essentiellement à fournir une indication du prix de gros du gaz naturel pour les acheteurs canadiens de cette région et à mieux cerner les facteurs du marché qui pourraient influencer sur le prix. Il se veut un examen des prix passés et n'entend pas fournir d'informations détaillées sur le marché actuel.

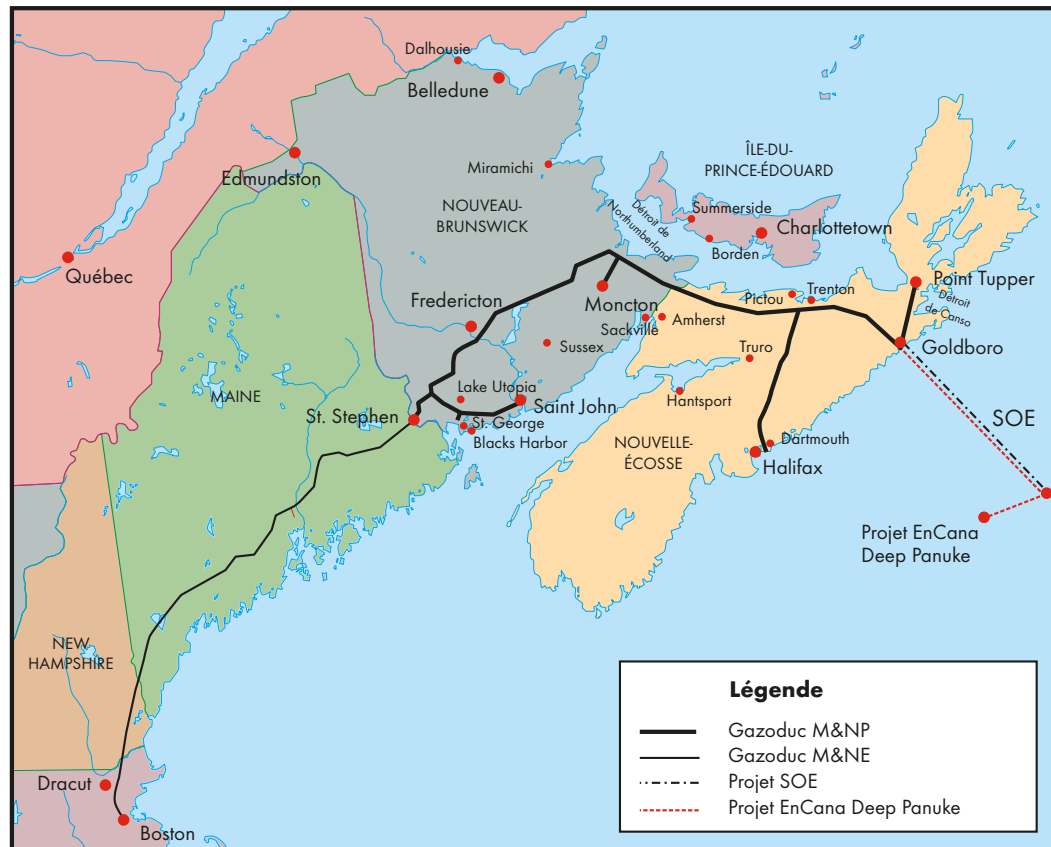
CONTEXTE

Le gazoduc de Maritimes and Northeast Pipeline (M&NP), en exploitation depuis 1999, achemine le gaz naturel produit dans le bassin extracôtier néo-écossais aux marchés d’ancrage du Nord-Est des États-Unis, et aux gros clients du secteur industriel et producteurs d’électricité de Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Dans une moindre mesure, des installations ont également été ajoutées pour desservir les clients des secteurs résidentiel et commercial des Maritimes. Alors que le marché du Nord-Est des États-Unis tire son gaz naturel de diverses régions par le biais de plusieurs pipelines et d’une installation de GNL, le marché des Maritimes n’est desservi que par cette seule source d’approvisionnement et ce seul pipeline.

En 2002, la province du Nouveau-Brunswick, dans une demande adressée à l’Office national de l’énergie (l’ONÉ ou l’Office) puis au cours de l’audience publique qui s’est ensuivie, a soutenu que les acheteurs de gaz canadiens étaient désavantagés et n’avaient pas accès au gaz à des conditions de marché équitables. Dans sa décision rendue dans l’instance MH-2-2002, l’ONÉ a reconnu que les

FIGURE 2.1

Réseau pipelinier de M&NP dans les provinces Maritimes du Canada



acheteurs de gaz naturel dans le marché en développement du gaz naturel des Maritimes avaient du mal à obtenir de l'information sur les prix, une situation que les acheteurs des marchés plus mûrs ne connaissent peut-être pas. L'Office a décidé d'intensifier ses efforts de surveillance du marché des Maritimes et il s'est engagé à :

- 1) Assurer une surveillance permanente du marché gazier des Maritimes et publier à l'occasion des rapports sur l'état du marché.
- 2) Publier des données complémentaires sur les prix à l'exportation tirées des rapports mensuels des détenteurs d'autorisations d'exporter.
- 3) Commencer à recueillir des données sur les prix intérieurs et les prix à l'exportation au moyen d'enquêtes et en publier les résultats sous une forme agrégée.

À cet égard, l'Office a publié en juin 2003 un rapport sur l'état du marché ayant pour titre *Le marché du gaz naturel des Maritimes : vue d'ensemble et évaluation*; il a également commencé à publier des renseignements supplémentaires sur les prix mensuels à l'exportation au poste de St. Stephen.

Après avoir tenu de plus amples consultations et reçu les commentaires des principaux intervenants, l'Office a entrepris une enquête sur les prix du gaz naturel payés par les acheteurs canadiens de cette région pour la période comprise entre novembre 2002 et octobre 2003. Ce rapport utilise les données sur les prix intérieurs tirées de cette enquête et tient compte des prix à l'exportation indiqués dans les rapports mensuels établis par l'Office.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Prix intérieurs et prix à l'exportation sur le marché des Maritimes

Ce rapport incorpore les données sur les prix glanées dans : l'enquête auprès des acheteurs de gaz canadiens; les rapports mensuels réguliers sur les exportations; et les données publiées sur les indices des prix aux États-Unis. Pour pouvoir comparer les prix du gaz aux divers points d'établissement au Canada avec les prix à l'exportation au poste de St. Stephen, l'Office utilise le droit de transport courant du gazoduc de M&NP (MN365) afin d'évaluer un prix intérieur équivalent à celui du poste de St. Stephen (annexe I – Méthode d'analyse comparative des prix).

Dans le marché des provinces maritimes, le prix moyen du gaz est plus sensible aux détails des transactions – conditions du contrat, volumes et pratiques contractuelles, par exemple – que dans un marché plus vaste où le nombre d'intervenants et de transactions est plus grand et plus varié. Aussi, la différence entre le prix moyen au Canada et le prix moyen à l'exportation n'est peut-être pas l'illustration théorique parfaite du prix lié aux rentrées nettes. En théorie, les acheteurs situés à proximité de la source d'approvisionnement pourraient acheter du gaz à des prix inférieurs à ceux des acheteurs similaires localisés plus en aval qui, eux, doivent payer des coûts de transport plus élevés. La différence de prix serait simplement égale au coût de transport additionnel.

Néanmoins, on s'attend aux relations ci-dessous entre les prix au Canada et les prix à l'exportation; ces relations sont utilisées pour indiquer que le marché fonctionne de manière raisonnable et fournit aux acheteurs canadiens un accès suffisant au gaz.

- Une structure de prix saisonniers et mensuels semblable pour les prix moyens au Canada et les prix moyens à l'exportation.
- Un prix moyen pondéré au Canada égal ou inférieur aux prix moyens pondérés à l'exportation. Toutefois, la plage des prix au Canada pourrait s'étendre au-dessus et au-dessous du prix moyen à l'exportation.

En raison de la capacité limitée et du petit nombre de participants au sein du marché du gaz naturel des Maritimes, la présentation et l'étude des prix au Canada sont limitées aux données sur les moyennes pondérées globales. L'enquête fournit un portrait du marché le plus large possible sans toutefois révéler des renseignements exclusifs et sensibles au sujet de la compagnie. Pour la même raison, les achats à prix fixes sont exclus des données du tableau 3.1 afin d'éviter de dévoiler des données sur les prix sensibles sur le plan commercial. Aucun autre détail ni aucune ventilation des résultats de l'enquête ne seront fournis au-delà de ce qui est contenu dans le présent rapport.

En général, les comparaisons entre le prix moyen pondéré et la plage de prix du gaz pour les marchés intérieur et à l'exportation (tableau 3.1 et figure 3.1) révèlent une relation et une constance très étroites des prix entre le marché intérieur et les marchés d'exportation. À ce niveau, les deux indicateurs semblent laisser croire que le marché fonctionne de manière raisonnable. Même s'il peut exister des écarts légitimes, ceux-ci sont peut-être révélateurs de problèmes qui justifient une analyse plus approfondie du fonctionnement et du comportement du marché dans des situations bien précises. On trouvera dans la section qui suit un examen plus poussé des prix au Canada et des prix à l'exportation.

T A B L E A U 3 . 1

Comparaison entre les prix moyens du gaz naturel à l'exportation et ceux pratiqués au Canada

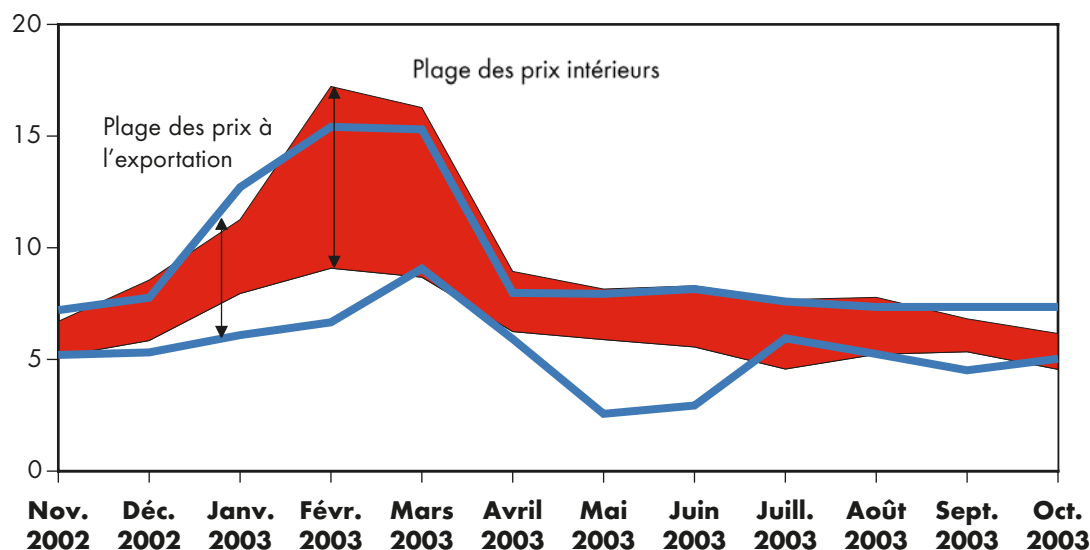
	Plage des prix (sauf les achats à prix fixe à long terme)					
	Prix moyens pondérés		Intérieurs à St. Stephen		À l'export. à St. Stephen	
	Intérieurs à S.S.	À l'export. à S.S.	Haut	Bas	Haut	Bas
Nov. 2002	5,74	5,78	6,71	5,13	7,21	5,20
Déc. 2002	6,02	6,27	8,56	5,85	7,77	5,32
Janv. 2003	7,31	7,88	11,26	7,96	12,71	6,10
Févr. 2003	8,22	8,44	17,22	9,08	15,42	6,67
Mars 2003	12,02	13,65	16,28	8,68	15,31	9,07
Avr. 2003	6,21	7,04	8,95	6,25	7,99	5,92
Mai 2003	6,07	6,80	8,16	5,89	7,94	2,57
Juin 2003	6,50	7,23	8,29	5,57	8,15	2,94
Juill. 2003	6,17	6,80	7,68	4,57	7,60	5,95
Août 2003	5,61	6,26	7,79	5,23	7,35	5,25
Sept. 2003	5,64	6,36	6,83	5,35	7,35	4,51
Oct. 2003	5,25	6,09	6,17	4,57	7,35	5,04

Prix en \$CA/GJ. Prix au Canada entendus comme étant les prix nets en amont de St. Stephen

FIGURE 3.1

**Plage des prix du gaz naturel au Canada et à l'exportation
(Sauf les achats à prix fixe à long terme)**

Plage des prix (\$CA/GJ)



Limites de l'enquête sur les prix au Canada

Même si l'enquête sur les prix au Canada porte sur près de 100 % du gaz consommé sur le marché canadien, la « moyenne » globale ne peut représenter avec exactitude les prix et les tendances actuels du marché canadien. Le très faible nombre de participants et de transactions fait en sorte que quelques grandes transactions, quand ce n'est pas une seule, peuvent avoir une influence importante sur le prix moyen. Les détails sur les transactions qui pourraient clarifier les relations sur les prix, comme la contrepartie, le moment des transactions, les conditions du marché et d'autres renseignements propres à chaque entente contractuelle, n'entraient pas dans le cadre de l'enquête et n'ont donc pas été collectés.

Par exemple, le moment où les transactions ont été effectuées n'a pas été relevé. Toutefois, le moment des transactions et les conditions du marché existantes exercent une influence très importante sur le prix d'achat. C'est pour cette raison que les achats de gaz à long terme effectués lorsque les perspectives sur la production étaient plus optimistes peuvent donner lieu à des prix inférieurs aux prix du gaz acheté dans le marché actuel. Aujourd'hui, une production moindre et des perspectives moins optimistes sur l'approvisionnement en gaz à court terme pourraient rendre plus difficiles les achats à long terme et donner lieu à des prix plus élevés.

La présente enquête ne tient pas compte non plus des décisions des entreprises en matière de gestion des affaires et des risques. Par exemple, la décision de recourir à des ententes à prix « fixes » ou « liées aux indices », qui peut entraîner des prix fort différents avec le temps. Dans certains cas, opter pour des ententes à « prix fixes » dans le passé aurait donné lieu à des prix sensiblement moins élevés que les prix liés aux indices observés dans l'enquête. Les prix observés sont peut-être alors une indication des décisions des entreprises plutôt que de leur accès au gaz naturel.

Enfin, l'enquête sur les prix au Canada est le fruit d'une présentation volontaire d'informations de la part des entreprises en réponse à une demande de l'Office. Nous sommes certes heureux du soutien et de la participation de toutes les parties, mais il importe de noter que dans certains cas l'information divulguée n'était que partielle. Même si de plus amples informations auraient fourni un peu plus de détails sur ce marché, il reste que le degré de divulgation n'a pas eu d'incidence sur les objectifs de ce rapport. En général, les observations qu'il renferme illustrent les tendances historiques et le contexte du marché, mais elles peuvent refléter, comme elles peuvent ne pas refléter, les nouvelles tendances et les futures activités du marché dans cette région.

OBSERVATIONS ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Contexte du marché et accès canadien au gaz naturel

Aujourd'hui, la consommation de gaz dans les Maritimes varie entre 10 et 25 % du gaz produit dans la région, le reste étant destiné aux marchés plus éloignés du Nord-Est des États-Unis (figure 4.1). Toutefois, le gaz acheté côté canadien peut représenter jusqu'à plusieurs fois la quantité de gaz consommée, ce qui indique qu'une partie du gaz est négociée ou revendue entre les participants de la région (figure 4.2). La quantité achetée et négociée varie d'un mois à l'autre, selon la capacité des participants d'exécuter des opérations d'arbitrage sur les écarts de prix et d'utiliser des combustibles de remplacement. De plus, la consommation réelle de gaz par rapport à la quantité achetée par le marché canadien illustre bien les difficultés auxquelles est confronté le nouveau combustible qu'est le gaz naturel dans un marché dominé traditionnellement par d'autres combustibles.

Le faible nombre de participants sur le marché intérieur fait également en sorte qu'une poignée d'acheteurs, quand ce n'est pas un seul, peut avoir une influence importante sur les prix moyens de la région. En effet, à l'heure actuelle, les quatre plus gros acheteurs représentent plus de 90 % du gaz acheté et consommé dans le marché des Maritimes (figure 4.3). Compte tenu du fait qu'il peut également y avoir concurrence, obligations contractuelles ou affiliations commerciales entre certains participants, l'effet de la liquidité limitée et de la rareté des fournisseurs devient facilement exacerbé.

FIGURE 4.1

Production et consommation de gaz naturel par mois

Utilisation du gaz (TJ)

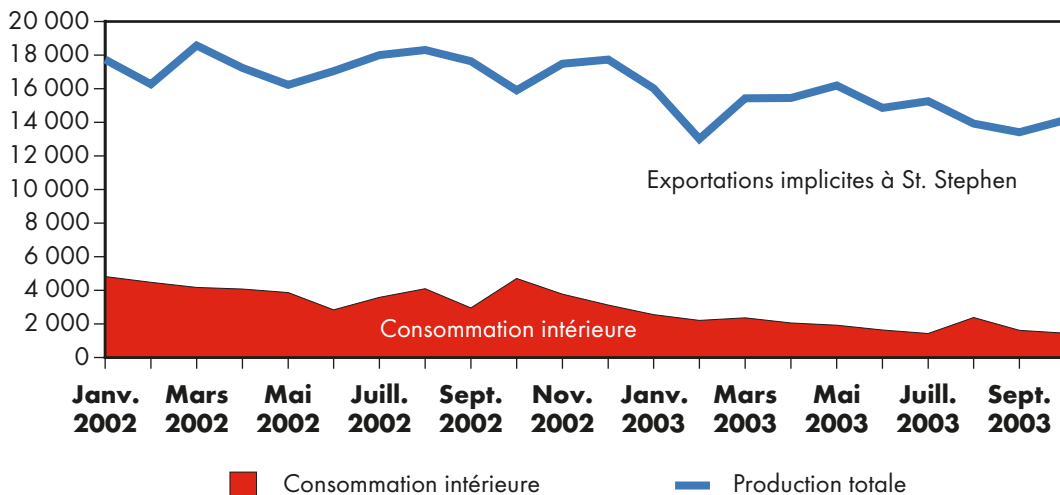


FIGURE 4.2

**Gaz acheté et consommé au Canada par mois
Achats et consommation intérieurs (TJ)**

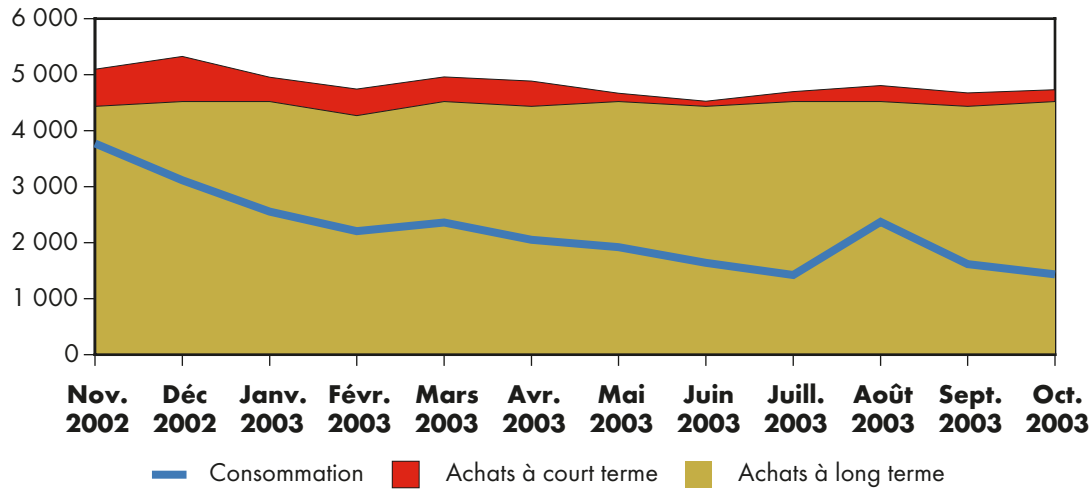
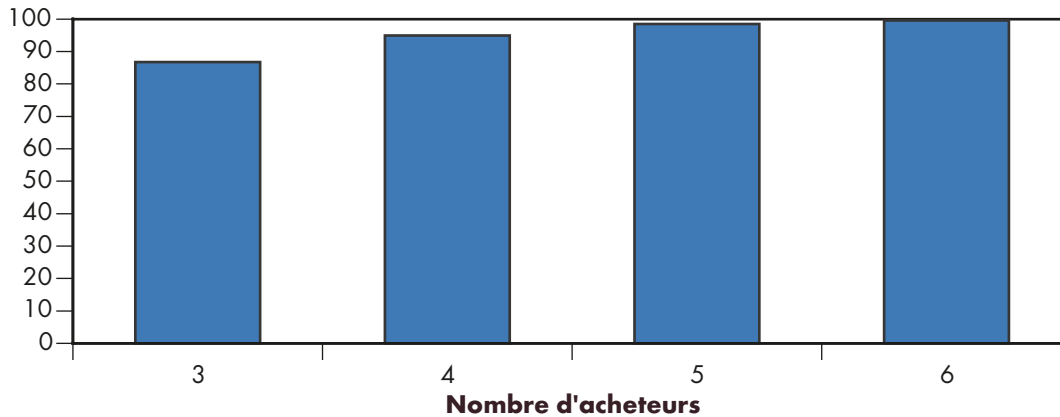


FIGURE 4.3

**Acheteurs limités dans le marché intérieur
Pourcentage du total des achats**



La plupart des parties reconnaissent généralement que l'équilibre serré observé entre l'offre et la demande de gaz dans la région a également signifié des occasions limitées d'acheter des approvisionnements additionnels, en particulier à long terme. Certains acheteurs canadiens demeurent préoccupés par leur éventuel manque de capacité d'obtenir des approvisionnements de gaz additionnels et l'assurance d'avoir accès à de nouveaux approvisionnements dès lors qu'ils deviennent disponibles.

La comparaison des prix moyens intérieurs et des prix moyens à l'exportation (chapitre 3) révèle que, traditionnellement, les acheteurs canadiens ont eu accès au gaz à des prix semblables à ceux du marché d'exportation au poste de St. Stephen. De plus, les acheteurs qui ont signé des contrats de transport pour desservir les marchés intérieurs fournissent actuellement environ 15 % du gaz exporté à St. Stephen, même si d'autres acheteurs canadiens se disent préoccupés par la difficulté d'obtenir des approvisionnements. Cela donne à penser que l'accès au gaz naturel n'est pas un problème auquel sont confrontés tous les acheteurs canadiens.

Le prix moyen pour un mois donné comprendra le gaz visé par des contrats conclus dans le passé, dans des circonstances différentes et probablement à des conditions qu'il pourrait être difficile d'obtenir sur le marché d'aujourd'hui. En particulier, les contrats à long terme et à prix fixes dans les ententes antérieures seraient peut-être très difficiles à obtenir aujourd'hui et pourraient biaiser les comparaisons avec le marché actuel.

Pour cette raison et aussi pour protéger l'information sensible sur le plan commercial, les achats à prix fixe pour des durées de plus d'un an ont été exclus des prix intérieurs et des prix à l'exportation afin d'atténuer l'effet de certains de ces facteurs sur les prix. Cela procure une autre perspective et une meilleure connaissance des prix pratiqués plus récemment sur le marché (figure 4.4). Cette perspective donne un prix moyen intérieur plus élevé et permet d'établir qu'il y a très peu de distinction entre les prix à l'exportation et les prix intérieurs, malgré des coûts de transport égaux ou inférieurs pour desservir les marchés intérieurs. L'écart par contre peut s'expliquer par les différences au niveau des modalités des contrats individuels qui forment ces moyennes. Il serait intéressant de soumettre cet écart à une analyse future.

La plage des prix observée pour les achats intérieurs soutient aussi très bien la comparaison avec la plage des prix à l'exportation au poste de St. Stephen (figure 3.1). Cela nous conforte dans l'opinion selon laquelle il y a peu de distinction entre les marchés intérieurs et les marchés d'exportation en ce qui concerne les prix et l'accès.

Dynamique des prix dans les Maritimes

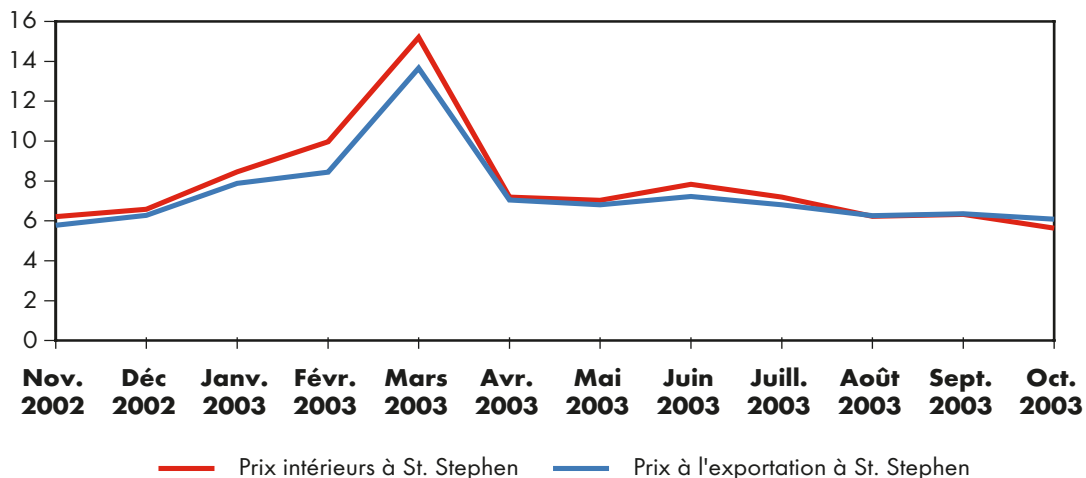
Un examen plus approfondi permet d'illustrer certains des facteurs clés qui influent sur les prix dans la région. En particulier, l'offre limitée de gaz et l'incertitude entourant l'exploitation de nouveaux gisements gaziers signifient que les acheteurs vont devoir acheter leur gaz d'autres utilisateurs ou commercialisateurs qui pourraient détourner en leur faveur une partie de leurs propres ventes ou de leur propre consommation.

Ces vendeurs potentiels pourraient de plus hésiter à s'engager outre mesure dans de nouvelles ventes fermes ou chercher à obtenir des prix plus élevés pour couvrir le risque d'avoir à racheter des volumes pour respecter leurs contrats de vente durant les pénuries causées par les fluctuations de la production ou du débit du gazoduc.

FIGURE 4.4

Comparaison entre les prix du gaz naturel dans les Maritimes et les prix à l'exportation (Sauf les achats à prix fixe à long terme)

Prix moyen pondéré (\$CA/GJ)



En février 2003 par exemple, certaines entreprises ont dû acheter du gaz supplémentaire pour compenser le manque à produire afin de pouvoir remplir leurs engagements de ventes fermes. Les achats à court terme de gaz supplémentaire ont été effectués à des prix sensiblement plus élevés, même si ces mêmes parties avaient fait des achats à long terme à bas prix qui allaient bien au-delà de leur propres besoins de consommation (Figure 4.5). Cette situation et le risque inhérent lié aux prix et aux approvisionnements porteraient ces vendeurs à hésiter de s'engager à l'égard de nouvelles ventes fermes ou à long terme.

L'absence de nouvelles sources de gaz augmente les risques associés à l'incertitude de l'offre et des prix dans les Maritimes, contrairement au Nord-Est des États-Unis où les acheteurs importent la majeure partie de leur gaz d'autres régions et ont également accès au gaz naturel liquéfié (GNL) pour compenser les pénuries d'approvisionnements du bassin extracôtier néo-écossais. Le fait que le Nord-Est des États-Unis ait accès à d'autres sources d'approvisionnement peut indisposer certains acheteurs canadiens car ils ne jouissent pas forcément de la même position de négociation. Sans des approvisionnements supplémentaires, il demeurera difficile pour les acheteurs de gaz canadiens de tirer profit de la proximité des approvisionnements régionaux.

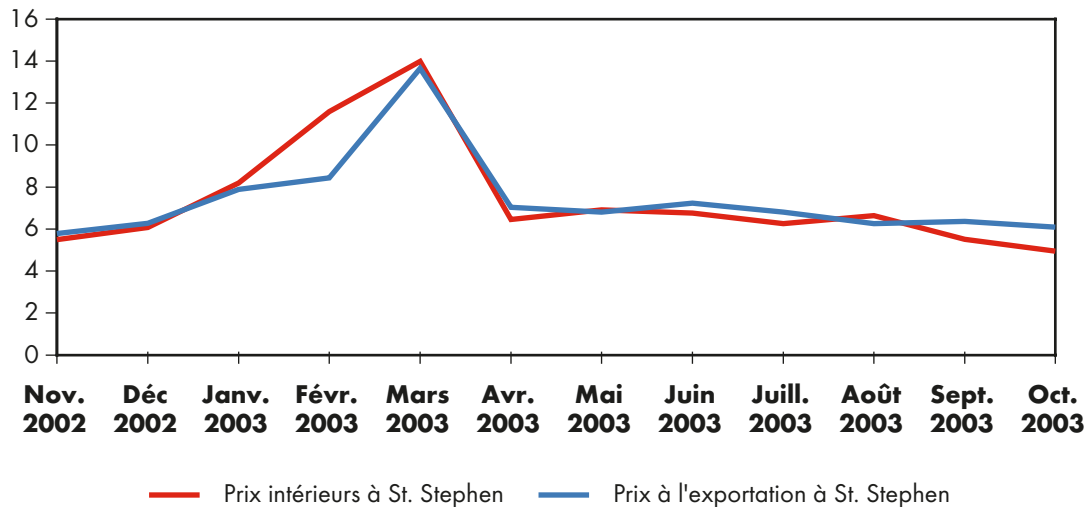
Toutefois, on ne sait pas vraiment si les risques de prix et d'approvisionnement découlant de la production à court terme ou de l'exploitation du gazoduc entraîneraient un écart important entre les prix au Canada et les prix à l'exportation. Une comparaison des seuls prix à court terme laisse penser qu'il n'y aurait pas d'écart important et que les prix au Canada et à l'exportation sont pratiquement les mêmes (figure 4.5). Toutefois, la comparaison repose uniquement sur des données partielles, vu que la très grande majorité des contrats d'achat de gaz au Canada sont des ententes à long terme. L'Office continuera de surveiller l'évolution de ce marché; quant aux prix à court terme, ils pourraient faire l'objet d'une analyse détaillée.

Pour une meilleure transparence des prix dans le marché des Maritimes

Malgré les problèmes que posent la petitesse et la liquidité de ce marché, il reste que l'on observe en général une très bonne corrélation dans les tendances saisonnières et mensuelles entre le prix moyen au Canada, le prix moyen à l'exportation et les points d'établissement des prix dans le Nord-Est des États-Unis.

FIGURE 4.5

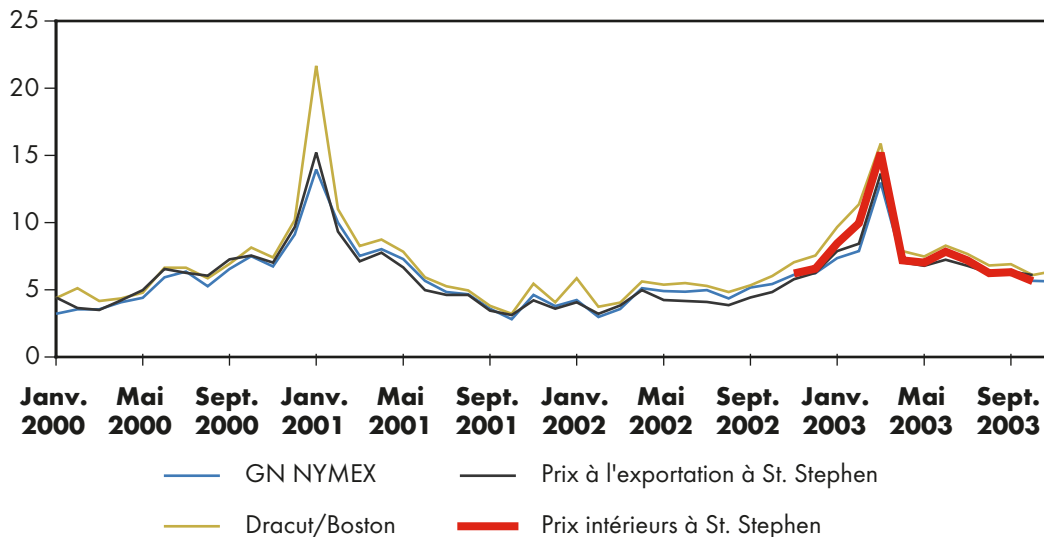
Prix du gaz naturel à court terme dans les Maritimes Prix moyen pondéré (\$CA/GJ)



Même si l'information sur les prix au Canada demeure limitée, cette corrélation semble fournir une indication raisonnable des prix moyens au Canada et nous conforte quelque peu dans l'idée que le marché intérieur répond aux mêmes forces du marché qui agissent sur le marché plus vaste des exportations (figure 4.6). De même, d'autres comparaisons illustrées dans ce rapport indiquent que les plages des prix à l'exportation peuvent également être utilisées comme indicateur indirect des prix au Canada.

FIGURE 4.6

**Comparaison des prix du gaz naturel dans la région
Prix mensuel du gaz (\$CA/GJ)**



Alors que la surveillance et les rapports sur les prix par l'ONÉ peuvent placer les prix du marché dans un certain contexte, l'addition d'approvisionnements en gaz supplémentaires demeure le facteur critique pour améliorer la transparence des prix au Canada. L'exploitation de nouveaux gisements gaziers ou, éventuellement, l'importation de GNL serait nécessaire pour accroître la quantité de gaz disponible et soutenir un bien plus grand nombre d'acheteurs et de vendeurs dans ce marché. Un nombre plus élevé de participants serait le facteur le plus important qui permettrait l'établissement d'un prix intérieur local et plus distinct pour le gaz naturel. En attendant, un degré raisonnable de transparence des prix est possible par une comparaison avec les données sur les exportations et les prix aux États-Unis.

Tout en reconnaissant que certains acheteurs de gaz naturel continueront de faire face à des défis de taille dans ce marché, l'Office demeure convaincu que le marché du gaz naturel des Maritimes continuera de fonctionner aussi bien que l'on pourrait s'y attendre, étant donné son stade de développement. L'Office continuera d'en surveiller l'activité et les prix et il n'exclut pas de faire d'autres enquêtes de même type sur les prix.

Enquête de l'ONÉ sur les prix du gaz naturel au Canada

Même si les données recueillies auprès des répondants sur le prix moyen et les volumes n'ont pas été vérifiées par l'ONÉ, certaines contre-vérifications ont été faites par rapport aux données globales, par exemple la consommation totale et le débit du gazoduc, afin de fournir une certaine assurance quant au caractère raisonnable et complet des données de l'enquête. L'enquête et l'analyse ont été rendues possibles grâce à la collaboration et la présentation sur une base volontaire d'informations en réponse à notre demande par plusieurs entreprises qui représentent plus de 95 % du gaz consommé dans ce marché au Canada.

L'Office tient à remercier de leur participation et leur collaboration à cette enquête :

Bayside Power L.P.	Irving Oil
Emera Energy Inc.	J.D. Irving Limited
Enbridge Atlantic Energy Services	Nova Scotia Power Inc.
Enbridge Gaz Nouveau-Brunswick	Société d'énergie du Nouveau-Brunswick
Heritage Gas	Stora Enso North America
Irving Energy Services Limited	WPS Energy Services, Inc.

MÉTHODE D'ANALYSE COMPARATIVE DES PRIX

Les achats de gaz par les Canadiens dans les Maritimes précisent généralement le lieu de livraison ou de transfert de propriété du gaz à plusieurs emplacements possibles du gazoduc de M&NP. Les lieux les plus couramment utilisés sont :

- Goldboro, le terminal en amont de M&NP. Ce carrefour d'échanges est particulièrement utile aux acheteurs qui jouissent de leur propre transport sur le gazoduc; ou encore
- tout point de consommation ou de livraison en aval en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick.

Par conséquent, le prix du gaz peut différer, selon le lieu de livraison, car les achats plus en aval comprendront probablement des coûts additionnels pour le transport.

Pour comparer les prix intérieurs avec les prix à l'exportation, il est alors nécessaire d'estimer un prix équivalent à un point de comparaison commun. Le prix théorique ou équivalent suppose que l'écart de prix du gaz entre les divers emplacements sera égal à la différence du coût du transport. Ce « prix net en aval » ou ce « prix net en amont » s'obtient en additionnant au prix d'achat ou en soustrayant du prix d'achat la différence du coût du transport du gaz à un emplacement : cette opération permet d'estimer un prix équivalent à l'emplacement commun utilisé pour les fins de la comparaison.

Même si l'on pouvait utiliser n'importe quel emplacement, pour des raisons pratiques nous avons choisi de comparer les prix intérieurs avec les prix à l'exportation au poste de St. Stephen. Ce choix permet l'utilisation des données rapportées « telles quelles » sur les prix à l'exportation et d'éviter d'avoir à dériver les prix des achats de gaz intérieurs et à l'exportation à un autre emplacement. Comme les prix des achats au Canada sont déjà à plusieurs emplacements, il faudra procéder à une estimation des prix intérieurs, indépendamment du lieu utilisé dans la comparaison.

$$\text{Prix au Canada « nets en amont » de St. Stephen} = \text{Prix au Canada au point d'achat} + \text{Différence entre le coût du transport au point d'achat et le coût du transport à St. Stephen}$$

